

du Groenland? L'Île-du-Prince-Édouard a un PNB qui correspond à la moitié de celui de l'Islande.

Au lieu d'être aussi complaisant et, si vous le voulez, de se gargariser de mots en disant: «Nous obtenons de bons résultats et ce budget est placé sous le sceau des restrictions, de l'équité et du renouveau», il est temps, je pense, que le gouvernement revienne à la raison. Il est temps que le gouvernement prenne conscience qu'il a relégué notre pays, qui était prospère et qui avait d'énormes richesses, et d'importants revenus, à la traîne des nations prospères.

Permettez-moi, monsieur l'Orateur, d'aborder un autre aspect. Puisque nous en sommes à comparer le Canada à l'étranger, je tiens à signaler que le numéro d'octobre de la revue *Euromoney* compare 85 des nations occidentales les plus puissantes. Il dresse notamment un tableau de la performance économique de ces pays entre 1974 et 1981.

Le Canada se retrouve en trentième position. Cette année, nous avons été relégués encore plus loin: au trente-neuvième rang des 85 pays en question. Il est temps que les députés réagissent et disent au gouvernement qu'ils en ont assez de cette situation absolument inacceptable et qu'ils veulent un budget qui permette à l'économie de restaurer la prospérité que notre pays a connue.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Il ne suffisait pas que notre économie se détériore. Notre crédit auprès des autres nations s'est lui aussi dégradé au point que nous sommes rendus au treizième rang des pays considérés. Auparavant, nous étions dans le peloton de tête. Aujourd'hui, nous ne sommes plus qu'en treizième position, juste devant la Papouasie-Nouvelle Guinée. Voilà où en est notre crédit cette année, d'après la revue *Euromoney*.

Nos vis-à-vis se demandent pourquoi nous les critiquons. Ils n'ont pas de mal eux non plus à blâmer les autres. Ils écoutent certainement l'un des leurs, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Gray), qui, lors d'une séance d'un comité en octobre 1979, parlant des conséquences de la politique des taux d'intérêt élevés, a déclaré qu'une telle politique ralentirait l'économie; des milliers d'emplois seraient perdus; le coût de la vie grimperait; l'industrie du logement et de la construction se retrouverait au point mort et des milliers d'emplois seraient donc perdus dans ce secteur; du coup, les classes moyennes et inférieures ne pourraient plus s'offrir une maison; les petites entreprises, qui dépendent des emprunts bancaires pour survivre, seraient touchées; les agriculteurs qui dépendent de la même façon des banques seraient eux aussi touchés, ce qui contribuerait en fin de compte à l'augmentation du prix des aliments.

Beaucoup d'entre nous ont entendu le ministre faire cette déclaration devant le comité des finances le 30 octobre 1979 et les députés d'en face ne sauraient donc prétendre qu'ils n'étaient pas au courant—car sans aucun doute un de leur ministre l'était—des répercussions de la politique de cherté de l'argent. Il est clair, à la lecture du budget, qu'aucune mesure n'a été prise pour alléger le fardeau des taux d'intérêt élevés, phénomène auquel nous nous sommes peu à peu habitués au Canada.

Dans pareil contexte, comment le ministre peut-il prétendre avec la moindre honnêteté qu'il y aurait lieu de féliciter le ministre des Finances, ce même ministre des Finances qui,

dans le discours budgétaire, a annoncé que la croissance réelle de l'économie se situerait à 2.2 p. 100 en 1982?

Dans quelle position cela placerait-il le Canada, monsieur l'Orateur? Désormais, nous n'occuperons plus la trente-neuvième place sur la liste des pays économiquement forts, et nous passerons donc à la quarantième place. Une croissance réelle de l'économie de 2.2 p. 100 de plus signifiera que si les prévisions d'*Euromoney* relatives aux économies mondiales se révélaient exactes, le Canada occupera le quarantième rang, ex aequo avec l'Inde, après la Turquie, la Grèce, Haïti, la Nouvelle-Zélande, l'Espagne, la France, le Portugal, les États-Unis, l'Autriche, le Guatemala, l'Argentine, la Yougoslavie, l'Uruguay, la Finlande, Cuba, le Luxembourg, l'Irlande, le Panama, le Venezuela, le Brésil, l'Australie, le Japon, l'Équateur, la République Dominicaine, la Colombie, le Pérou, les Philippines, le Chili, la Thaïlande, Trinité et Tobago, Hong Kong, l'Indonésie, Singapour, la Malaisie, Taiwan, la Barbade, le Paraguay et le Nicaragua. Voilà les pays qui nous précéderont en tête de liste si les prévisions du ministre des Finances concernant notre taux de croissance réelle pour l'année prochaine se révèlent exactes, compte tenu des prévisions de la revue *Euromoney* relatives à la croissance économique de ces divers pays l'année prochaine.

● (2020)

Je voudrais signaler que certains de ces régimes économiques sont censés connaître une croissance réelle de plus de 10 p. 100 l'an prochain. Nous avons ici un ministre des Finances pitoyable qui vient nous dire que nous devrions être fiers d'une croissance économique de 2.2 p. 100 l'an prochain. Cela dit, j'estime que la politique que le ministre continue à adopter dans son budget est tragique pour le Canada, et qu'elle n'était nullement nécessaire.

Permettez-moi de consigner des chiffres au compte rendu. Le ministre des Finances prévoit que durant la période comprise entre 1981 et 1987, notre croissance économique réelle s'établira en moyenne à 2.7 p. 100. S'il a raison encore une fois, cela signifiera que depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement, non seulement la croissance réelle aura fléchi constamment au Canada mais que durant les cinq ou six prochaines années, la situation sera pire qu'elle l'était durant les cinq ou six années précédentes sous le même gouvernement.

Le fait est que le taux moyen de croissance réelle au Canada a été de 5.8 p. 100 de 1964 à 1969, qu'il a été de 4.6 p. 100 au cours des cinq années suivantes, et qu'il est tombé à 2.9 p. 100 au cours des cinq dernières années. Et maintenant le gouvernement nous dit que ce taux devrait encore baisser au cours des cinq ou six prochaines années, au point d'atteindre 2.7 p. 100. Voilà pourquoi je dis à tous les députés qu'ils doivent faire preuve de plus de franchise à l'égard des Canadiens, qu'ils doivent leur dire toute la vérité et reconnaître que les mesures économiques suivies jusqu'à maintenant par le gouvernement ont échoué, qu'elles doivent cesser immédiatement et céder la place à d'autres aussitôt que possible.

Cela dit, je me rends compte que les députés néo-démocrates qui prennent place à ma gauche, ces socialistes alliés du gouvernement et que dirige le député d'Oshawa (M. Broadbent), vice-président de l'Internationale socialiste . . .

Des voix: Bravo!